



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Bureau National mercredi 14 octobre 2015 : rapport et discussion

Rapport

Lors des précédents BN et CN, nous avons débattu des enjeux de classe des élections régionales, des propositions de notre Parti.

Là, nous vous proposons de réfléchir collectivement à l'utilité du vote « Communistes » dans la grande bataille que nous serons les seuls à mener contre le capitalisme.

Concernant la situation nationale et internationale, nous devons appréhender l'objectif fondamental de la classe capitaliste : renforcer toujours plus l'exploitation salariale au moyen de la baisse du « coût » du travail (baisser toujours plus le prix de la force de travail) en allongeant les horaires (travail de nuit inclus), en augmentant la productivité, en s'attaquant aux statuts et Code du Travail, en déclenchant des guerres pour le repartage du monde.

Cette stratégie, le capital l'applique partout. La source de cette politique se situe dans le mode de production capitaliste lui-même et pas dans ce que les réformistes baptisent « néolibéralisme » pour accréditer l'idée que l'on pourrait mener une autre politique « plus

humaine, plus sociale » dans le cadre du système maintenu d'exploitation capitaliste.

Plusieurs entreprises symbolisent cette orientation générale des multinationales et des États capitalistes et de l'Union Européenne.

Air-France : Les divers gouvernements de droite et socialistes ont une grande responsabilité dans les problèmes de cette entreprise, aggravés par la privatisation sous le gouvernement Jospin. Depuis, les plans de restructurations se sont succédés avec 15 000 postes supprimés. Le plan « transform 2015 » introduisait déjà 20 % de productivité de plus sans hausse de salaires pour les pilotes. Le PDG Alexandre de Juniac s'est exprimé ainsi à un colloque patronal : *« Les acquis sociaux qu'est-ce que c'est ? Le travail des enfants ? Mais qu'est-ce-qu'un enfant ? »*. Alors qu'un patron qatari affirmait : *« En France, il y a toujours des grèves, dans notre pays on emprisonne les syndicalistes »*, on peut voir de Juniac éclater de rire.

De Juniac n'est pas une exception dans l'univers patronal, il dit tout haut ce que beaucoup pensent. Pour accroître la compétitivité d'Air-France et ses profits, la direction exige des personnels, un nouvel allongement du temps de travail avec blocage des salaires : 17 % de plus de productivité pour les pilotes, 20% pour les personnels au sol. Devant le refus légitime des personnels, la direction a opté pour son plan « B » au CCE : ont été annoncés 2 900 licenciements : 300 (pilotes), 900 (hôtesses et stewards), 1 700 (personnels au sol).

Ces mesures ont été préparées par une puissante campagne médiatique du capital avec les armes suivantes :

1/ - diviser les personnels, ce sont les articles sur les « privilèges et le corporatisme » des pilotes appuyés par des interviews de la CGC et de la CFDT qui ont pour mission de faire avaliser les plans de la direction,

2/ - présenter l'entreprise comme menacée de disparition et affaiblie considérablement par les grèves précédentes.

Notre Parti doit rétablir les faits suivants :

- Air-France va enregistrer des profits en 2015. Malgré tout, l'entreprise enregistrera encore des déficits. Cette responsabilité est celle de ses dirigeants et de l'État (premier actionnaire avec 17 %) dont la gestion avait pour seule finalité, le profit maximum, la satisfaction des actionnaires.

- Ce fut sous Sarkozy, les ouvertures de lignes civiles aux Emirats Arabes unis pour faciliter en retour le marché de ventes d'armes. Politique poursuivie par Hollande qui a mis en place la loi Macron qui envisage la cession des aéroports de Nice et Lyon.
- Ce sont les amendes infligées à Air-France pour « ententes illicites » pour se partager les marchés, les retraites-chapeau de plusieurs hauts responsables, le fiasco de l'opération Transavia. Mais comme toujours, la propriété capitaliste permet aux actionnaires de faire payer la crise aux seuls travailleurs.

La campagne de soutien à la direction s'est amplifiée après l'évacuation du CCE. Tous les médias à la botte des intérêts capitalistes, tous les partis du capital ont hurlé de concert pour dénoncer un « *lynchage public* », « *des images insoutenables* » lorsque deux directeurs ont été bousculés.

Le gouvernement et Valls ont dénoncé la « *violence inacceptable* » de « *voyous* » et apporté un « *soutien total* » à la direction et à ses mesures. On voit là l'hypocrisie d'un gouvernement faisant prétendument de la lutte contre le chômage sa priorité et qui appuie un plan massif de licenciements. Hollande lui, dénonçait une atteinte à « *l'attractivité* » de la France.

Sarkozy et Les Républicains ont réclamé des sanctions judiciaires et professionnelles (comme Valls).

Le FN a couvert tous les terrains usant de sa démagogie. Marine Le Pen y va de son couplet sur les violences insupportables, appelle au nom de la collaboration de classe, à ce que « *chaque partie fasse un effort* ». Le FN-Jeunesse vise lui l'électorat populaire et dit comprendre « *la colère des salariés* ».

La ligne de démarcation entre capital et travail est clairement visible à propos d'Air-France. Notre Parti dénonce la violence intrinsèque propre au capitalisme et qui a ses racines dans l'exploitation du travail salarié. Les 6 millions de chômeurs, les précaires, les 8 millions de pauvres subissent dans leur chair cette violence capitaliste. On ne peut renvoyer dos à dos la violence des uns et des autres dans une sorte de position médiane comme l'ont fait les réformistes.

Ces violences capitalistes détruisent des vies, brisent des ménages, sapent l'avenir des jeunes. C'est infiniment plus grave qu'une perte de chemise.

Seul notre Parti combat pour relier la dénonciation du capitalisme à la nécessité de l'abattre. Notre Parti exprime sa solidarité totale avec les travailleurs d'Air-France, sa condamnation de toute chasse aux sorcières et répression. Nous partageons le souci de l'unité des travailleurs. Éric, un salarié l'exprimait ainsi en termes concis (CF. *Le Parisien*). « *Nous sommes avec les pilotes, les pilotes sont avec nous* ». Cette unité de combat implique aussi la lutte contre les diviseurs c'est-à-dire, les syndicats d'accompagnement, relais des directives patronales.

Nous sommes solidaires du combat pour rejeter le plan de restructuration et ses 2 900 licenciements. Le « *Canard enchaîné* » fait état d'un plan en 2 017 supprimant 5 000 emplois supplémentaires. Comme pour tous les secteurs vitaux économiques, le Parti révolutionnaire –COMMUNISTES – appelle aux luttes quotidiennes contre le capital dans la perspective de nationalisation sans indemnisation des groupes privés et de leurs filiales avec gestion des travailleurs. C'est notre exigence pour Air-France. Nous avons constaté avec satisfaction que la section de Roissy la partage. C'est une perspective de combat, rien n'est jamais octroyé par le capital.

Les entreprises orchestrent l'allongement du temps de travail, la baisse des salaires. Le capital s'appuie sur les bas salaires existants pour convaincre leurs salariés comme à Séphora (parfumerie) d'accepter le travail de nuit, après « consultation » des personnels. « *Cela améliorera mon salaire dit une employée* ». Notre Parti doit développer une vaste campagne pour démontrer que les moyens financiers existent pour augmenter les salaires, baisser le temps de travail. Il faut renforcer les résistances, développer les luttes et grèves, c'est le seul moyen de faire reculer le capital.

A la Redoute, nous saluons le refus des salariés de travailler la nuit. Mais le patronat ne désarme pas et propose de tirer les salariés au sort ! Quel cynisme, quel mépris. C'est cela le capitalisme.

Des négociations se déroulent concernant les retraites complémentaires. Le MEDEF préconise la retraite à 64 ans. Hollande aurait donné son accord alors que le chômage frappe la majorité des

seniors ! La décote serait très importante : - 25 % à 62 ans etc. La CFDT accompagne cette démarche et propose toujours dans l'optique de faire baisser le prix de la force de travail, la création d'une « taxe de solidarité intergénérationnelle de 4 % » !

Autre exemple : Sanofi, monopole de niveau mondial, veut renforcer la productivité de 20 à 25 % de sa filiale Swift (Sanofi Winthrop industries) à Tours et Amillys, avec ses 12 usines en France et 5 000 salariés. Ce groupe remet en question la durée du temps de travail en France. 1 boîte de médicaments revient à 38 centimes contre 20 en Pologne. La direction conclut « *Il faut réduire les écarts de performance avec les sites de l'Europe de l'Est* ».

Là aussi, la direction ment. Il faut distinguer le type de médicaments produit. A Lisieux, le Doliprane revient à 18 centimes (moins cher que dans les autres pays). 1/3 des usines de Sanofi sont basées en France, 80 % de la production est exportée. Le groupe a distribué 5,6 milliards de profits à ses actionnaires. Les négociations vont durer 3 mois, la vigilance s'impose d'autant que 1 000 emplois ont été supprimés ces dernières années.

Toutes ces entreprises veulent maximiser leurs produits soit en maintenant les entreprises en France (mais en multipliant les CDD et l'intérim) et surtout en baissant le « coût » du travail par l'allongement du temps de travail et la baisse réelle du salaire direct et indirect, ou alors, délocaliser ses usines de production.

Ce n'est pas seulement un « mal national » mais l'expression du mode de production capitaliste au stade monopoliste-impérialiste. Un grand groupe comme Volkswagen conduit la même politique.

Le budget 2 016 de l'État va concourir au renforcement de l'exploitation du travail salarié. L'État est l'organe de domination de la classe capitaliste exploiteuse, le budget va développer les corps coercitifs (armée, police, justice) en priorité pour conduire la politique de guerre, la répression, la surveillance de toute la population. Le budget de l'État en régime capitaliste redistribue une partie du revenu national dans les poches du capital, notamment sous la forme des aides publiques aux entreprises.

Le budget 2 016 s'inscrit dans l'austérité renforcée. Au lieu de 14,5 milliards annoncés, il y aura finalement 16 milliards. Voici comment se compose cette austérité.

- 5 milliards d'économies concernant l'État
- 3,5 milliards les collectivités territoriales

Ce fait est au cœur de notre bataille des régionales. Le mode d'organisation régional voulu par le capital et l'UE asphyxie les communes et les départements les plus faibles et ce sont bien sûr les budgets sociaux qui seront dans le collimateur. La plus grosse économie se porte sur un besoin vital : la santé avec 7,5 milliards (plus du double des prévisions !), secteur pourtant particulièrement sinistré avec 30 % de la population qui ne se soigne plus faute d'argent, le recul de l'espérance de vie en bonne santé. Les prestations sociales sont revues à la baisse, les fermetures de lits et d'établissements programmés.

La défense du caractère public et national de la santé et de l'éducation entraîne la mobilisation des personnels. Les camarades travaillant dans ces secteurs apporteront leur éclairage. Mais nous pouvons d'ores et déjà indiquer que la solidarité de tous les patients et usagers est indispensable pour que les revendications correspondant aux besoins de tous l'emportent. Notre Parti doit mettre cette solidarité au premier plan.

Quelques aperçus de la situation internationale

Nous aurons prochainement un Bureau national entièrement consacré à l'analyse internationale, à la situation du mouvement communiste international.

Avec l'objectif dans chaque pays de réaliser le profit maximum par la paupérisation des travailleurs et retraités, les multinationales veulent conquérir de nouveaux marchés, notamment des ressources énergétiques, par un nouveau repartage du monde entre grandes puissances. **La guerre de type impérialiste est donc liée organiquement au système capitaliste.**

La politique belliciste des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, d'Israël et des puissances régionales : Turquie, monarchies pétrolières, embrase tout le Moyen-Orient. Certains États ont perdu leur intégrité territoriale : Irak, Libye, Syrie. Le peuple palestinien est toujours privé de ses droits élémentaires. L'État islamique est le produit

du double jeu de certains pays comme l'Arabie Saoudite ou la Turquie. Les Etats-Unis et la France ont armé des groupes terroristes pour renverser le régime d'Assad et faire de la Syrie un terrain favorable à la pénétration de leurs multinationales. L'entrée directe de la Russie si elle crée des conditions favorables à la Syrie d'Assad et à la lutte effective contre le terrorisme, ne doit pas leurrer. La Russie capitaliste poursuit ses propres objectifs de classe et vise à participer au repartage de la région

En Turquie, un très grave attentat contre des militants de gauche et kurdes, attentat qui a fait 96 morts et des centaines de blessés, beaucoup d'observateurs y voient la main d'un régime Erdogan aux abois, prêt au déclenchement de la guerre civile dans le prolongement des bombardements contre les populations kurdes et le PKK.

Notre Parti exprime sa solidarité à l'égard des forces démocratiques et révolutionnaires de Turquie dans leur juste combat.

En Palestine grandit la troisième Intifada. La politique de colonisation continue, d'occupation des terres palestiniennes, la répression tous azimuts, les guerres à Gaza menées par Israël avec la complicité de toutes les grandes puissances impérialistes sont la source du nouveau soulèvement palestinien pour son droit légitime à fonder son État.

Dans cet embrasement général au Proche et Moyen-Orient, les gouvernements français successifs sous Sarkozy et Hollande portent une lourde responsabilité. Le gouvernement socialiste conduit une politique interventionniste et belliciste en Afrique et au Moyen-Orient. Il est l'allié des régimes et des forces les plus réactionnaires de type moyenâgeux. Il brade toujours plus la souveraineté nationale et les droits sociaux en ouvrant entre autre l'économie et la recherche aux fonds saoudiens et qataris. Le combat contre la politique de guerre pour le retrait des corps expéditionnaires français implique le combat contre le capitalisme, à l'origine du bellicisme.

La bataille pour le vote « Communistes »

Nous avons vu le fil continu de la stratégie du capital tant sur le plan national qu'international : faire payer la crise aux travailleurs en détruisant les conquêtes sociales et s'attaquant au prix de la force de travail, en réduisant la satisfaction des besoins vitaux, en faisant toujours plus payer les investissements des entreprises par l'argent public, stratégie qui est conduite en France et par tous les pays de l'UE.

En France, les monopoles ont trois partis qui les servent et qui ont exercé et exerceront le pouvoir au nom de ces grands groupes. Ce sont : le Parti socialiste, Les Républicains et le Front national. Les autres partis satellisés participeront à telle ou telle alliance derrière l'un ou l'autre des partis du capital.

L'unification de « Communistes » et de l' « URCF » permet d'avoir un Parti Révolutionnaire plus fort et plus influent, plus à même de combattre le capital sur tous les fronts y compris celui des élections. **Le secrétariat de notre Parti salue le travail et l'énergie militante mise en œuvre par nos camarades :** En Pays de Loire (où la liste est quasi bouclée), en Normandie, dans le Centre, en Ile de France, dans le Midi-Pyrénées... pour constituer des listes du Parti. Les semaines qui viennent doivent voir s'amplifier encore la bataille politique pour le dépôt de listes de notre Parti.

Nous devons penser à renforcer la souscription. Nous sommes le seul Parti à vivre de l'argent de ses adhérents et sympathisants. Nous devons faire du 7 novembre et de notre réunion publique à Paris, une grande journée de mobilisation populaire pour cerner les enjeux des régionales, pour faire connaître nos propositions et notre stratégie de lutte révolutionnaire contre le capital dans la perspective d'abattre le capitalisme.

Soyons nombreux le 7 novembre à notre grande réunion publique à Paris. Invitons largement tous ceux et celles qui sont mécontents et qui sont à la recherche de l'alternative à laquelle ils aspirent.

Lors des derniers BN et CN nous avons présenté les enjeux des régionales et nos propositions de luttes. Maintenant, réfléchissons collectivement à la portée et à l'utilité du vote pour notre Parti, pour les listes « Communistes » :

a/ - Le vote « Communistes » c'est tout d'abord la conviction que les moyens existent pour que les luttes obligent le capital à des reculs, pour que l'on impose d'autres choix comme avec les grandes grèves de 1936, 1945, 1968 ...

- Prenons les 2 100 milliards de richesses produites qui sont spoliés par l'exploitation permise par la propriété capitaliste des entreprises
- les 275 milliards de cadeaux au patronat

- les 25,5 milliards du CICE (crédit impôt compétitivité)
- les 40 milliards du Pacte de responsabilité
- les 80 milliards de fraude fiscale, les 600 milliards dans les paradis fiscaux

Avec le vote pour notre Parti, nous faisons un vote de lutte qui exprime notre exigence d'un changement véritable de politique, pour d'autres choix pour sauver la santé publique, l'éducation nationale, les services publics, pour la recherche et la culture, pour augmenter les salaires et pensions, abaisser le temps de travail et de carrière.

b/ - Le vote « Communistes » c'est le seul vote de défense contre la politique menée ou soutenue par tous les partis du capital et le MEDEF. Les Républicains, les socialistes veulent « refonder notre modèle social », aggraver l'exploitation capitaliste. Avec eux c'est toujours plus d'aides publiques au capital, l'austérité, faire reculer l'âge de la retraite. Le FN est le 3^{ème} fer au feu du capital. Il propose de supprimer les 35 heures, il préconise « la libre entreprise », la « réforme des syndicats », les « régions stratégiques économiques » en place du cadre national.

D'autres (PCF-Front de gauche) proposent « d'aménager » le capitalisme pour le rendre plus « humain ». L'échec de Syriza en Grèce montre que cette voie est une impasse. L'ennemi des travailleurs ce n'est pas simplement un choix de gestion mais le capitalisme lui-même. Comment satisfaire les revendications et besoins sans luttes avec des « aides aux entreprises obéissant à des critères économiques et sociaux » avec un rôle autre aux banques et au crédit.

Le vote pour notre Parti est le seul vote anticapitaliste jusqu'au bout contre tous les partis qui servent directement ou indirectement le capitalisme.

c/ - Le vote « Communistes » est le seul pour dire NON à l'UE c'est-à-dire à l'Europe capitaliste, un vote pour la défense de la souveraineté populaire, nationale pour des coopérations d'égal à égal, pour la paix.

d/ - Enfin, mettre dans l'urne le bulletin de vote pour notre Parti, c'est voter pour un changement radical de société, pour unir notre peuple dans la lutte. Le vote « Communistes » sera l'expression de tous ceux dont l'objectif avec les luttes de classe est de gagner la seule alternative : le socialisme avec le pouvoir

de la classe ouvrière et des travailleurs, la propriété sociale des moyens de production gérée par les travailleurs, la rupture avec toutes les instances impérialistes internationales.

Le 6 et le 13 décembre, le vote pour notre Parti c'est le vote du NON au capitalisme et à l'UE, le vote du NON à tous les partis du capital, c'est le vote du OUI au changement de politique et de société.

Extraits de la discussion

Une camarade de Loire Atlantique annonce que la liste des 104 candidat (e)s présenté par notre parti aux élections régionales est pratiquement prête.

La clarté de nos positions a conduit de nombreux candidates et candidates qui ne sont pas membres de notre parti à figurer sur notre liste. Ce que nous proposons correspond à leur attente.

Nous sommes les seuls à démontrer concrètement qu'une autre politique est possible, que les moyens de ce changement existent dans notre pays.

Au 2^{ème} tour de cette élection nous ne conclurons aucune alliance. Tous les partis actuels sont des instruments dans les mains des grands groupes capitalistes.

Une réunion des candidats et candidats pour discuter ensemble de la campagne se tiendra le 21 octobre.

Un autre intervenant constate qu'à la faculté de Jussieu des liens nouveaux se créent avec des collègues, avec des jeunes. Le sentiment domine qu'il n'existe personne qui leur propose une perspective réelle de sortir de la situation actuelle.

Le gouvernement et les partis politiques au service du capital utilisent la situation internationale pour créer un climat de crainte et tenter d'imposer l'idée que dans ces conditions, il n'y a pas d'autres choix possible que les leurs.

Nous sommes les seuls à démontrer qu'un changement réel est possible. Sur cette base beaucoup de gens nous soutiennent et acceptent de participer à nos côtés à cette campagne politique des élections régionales.

Un camarade annonce que dans le Calvados la démarche pour la constitution d'une liste de candidat(e)s en Normandie nous permet de développer énormément notre activité politique dans les entreprises,

les localités. Nous allons voir des centaines de syndicalistes, de salariés. Nous élargissons nos soutiens.

Un car partira de Caen pour la réunion du 7 novembre à Paris, nous avons déjà plus de 25 participants inscrits.

Un camarade de Paris souligne après d'autres intervenant que ces élections que ces élections sont un très grand combat politique que nous allons saisir dans toute son ampleur.

Montrons que le FN est un parti qui appartient aux forces capitalistes. Malgré toute sa démagogie.

D'autres intervenants montrent qu'après les élections il y aura une situation nouvelle issue des résultats. Le capital va tout faire pour continuer à baisser le coût du travail. Nous aurons renforcé notre Parti, élargi notre audience. Ce sera un outil important qui pèsera.

Au 2^{ème} tour répètent des camarades, disons nettement que nous ne soutiendrons personne, qu'on appellera à voter pour aucun autre Parti, pas d'alliance ni de désistement.

Plusieurs camarades évoquent ce qui vient de se passer à Air-France. Montrons clairement qui est responsable et appelons à la lutte des salariés partout, sans aucune compromission avec la direction de l'entreprise

Une camarade de l'Indre confirme qu'on constate quelque chose de nouveau. Les gens en ont assez, beaucoup s'interrogent : quoi et comment faire pour que ça change ?

Dans notre département, une entreprise sous-traitante de Renault-Peugeot de 400 salariés est menacée de fermeture, une déléguée syndicale CGT de la poste est sanctionnée. Notre parti s'est exprimé (voir les articles sur notre site), il a été approuvé par les salariés. De même ce que nous avons dit sur Air-France est massivement partagé.

Dans les multiples discussions que nous avons pour la constitution de notre liste de

Candidat(e)s pour la région Centre, très nombreux sont ceux qui sont d'accord. Certains pour la 1^{ère} fois s'engagent avec nous pour mener cette campagne.

A son tour un camarade de Seine et Marne indique que la situation et les événements d'Air-France ont créé un déclic dans la tête des travailleurs. Ils sont du côté des salariés.

Dans le milieu des travailleurs de la santé la colère est grande sur la politique du gouvernement et la récente loi santé est largement rejetée. Plusieurs collègues ont donné leur accord pour la campagne électorale.

Il faut continuer à diffuser nos explications, à faire la clarté car il y a beaucoup de questions politiques qui sont posées et de nombreux salariés qui parlent de s'abstenir.

Une camarade de Paris nous informe qu'au « Salon de la restauration » où vont beaucoup de travailleurs en recherche d'emploi, notre Parti est allé les rencontrer, discuter avec eux. Une salariée a donné son adhésion à notre Parti.

Toujours à Paris, un camarade constate partout des avancées car nous proposons une perspective crédible.

Le pouvoir et le MEDEF font tout pour empêcher qu'un mouvement de lutte d'ampleur se développe car ils en ont peur. Les patrons hurlent sur la CGT encore trop combative à leur goût. Dans le journal « Les Echos » ils ont publié en 4 jours deux articles pour sommer la CGT de « pactiser » avec le patronat et le gouvernement. Jean Peyrelevade, Président de la Banque « Degroof-Peterman-France » explique « qu'il faut bouger la CGT pour la réformer, qu'il faut que la CGT se modernise pour avec le gouvernement, le MEDEF et les autres syndicats, faire les réformes urgentes ».

Un camarade de la Somme rappelle que la Région Nord- Pas-de-Calais est connue pour sa grande pauvreté. Comparez : le budget annuel de la future région est de 5 milliards d'euros mais les 28 plus grosses fortunes de la région pèsent 28 milliards. Les 2 personnalités les plus riches de la région : Bernard Arnault de LVMH 34,6 milliards – G. Mulliez –Auchan : 23 milliards !

D'autres camarades dont un camarade de Paris rappellent que le gouvernement et tous les partis qui le servent veulent aller beaucoup plus loin. Pour leur place dans la compétition capitaliste mondiale, il leur faut baisser bien plus le coût du travail, tout casser – le code du travail.

Par exemple, ils prônent « l'économie collaborative » « l'économie du partage ». Ce nouveau phénomène c'est : un 2^{ème} travail ou une 2^{ème} ressource pour compléter son salaire. Dans « Les Echos » un député PS explique qu'il faut « anticiper cette modification de l'économie, ce nouveau modèle et nous adapter au lieu de chercher à le freiner »

Nous devons montrer qu'une autre politique est possible, **qu'on ne peut y parvenir que par la lutte**, une lutte menée clairement contre le capital, son gouvernement, les partis politiques à son service. Unis, tous ensemble nous sommes une force considérable et le vote des 6 et 13 décembre pour notre Parti sera un vote pour développer cette lutte pour le changement. Car après ces élections il faudra plus que jamais lutter encore plus fort.